

Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 2^e trimestre 2025



PANORAMA GÉNÉRAL

Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 2^e trimestre 2025

16 600 défaillances d'entreprises au 2e trimestre 2025 (+1,3 %)

Le niveau est historiquement haut mais reste quasi stable, laissant entrevoir une baisse des défauts en fin d'année

- 16 586 défaillances au T2 2025
- 58 PME d'au moins 100 salariés ont fait défaut ce trimestre (+29 %)
- Les jeunes entreprises (+8 %) comme les plus anciennes sont à la peine (+6 %)
- Point noir au niveau des secteurs, la restauration traditionnelle est en difficulté (+21 %)
- Pays de la Loire, Centre-Val de Loire, Nouvelle-Aquitaine et Occitanie sont dans le rouge

Mais...

- Le nombre d'emplois menacés recule et atteint les 65 000 (-6,5 %)
- La situation des PME de 20 à 99 salariés s'améliore
- Les procédures de sauvegarde sont en net recul (-16,1 %)
- Le secteur de la construction résiste remarquablement (-5 %)
- Les régions Île-de-France, Grand-Est, Bourgogne-Franche-Comté, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse sont dans le vert



Paris, le 9 juillet 2025

Le groupe Altaires, expert historique et référent de l'information sur les entreprises - dévoile aujourd'hui les chiffres des défaillances d'entreprises en France pour le 2^e trimestre 2025.

Ce trimestre se clôture sur un total de 16 586 procédures collectives ouvertes. Un niveau toujours très élevé mais avec une hausse désormais contenue à 1,3%, qui laisse entrevoir un ralentissement des défaillances pour la fin d'année. Mieux encore, une amélioration sensible s'est installée au fil de ces 3 derniers mois : avril était sensiblement dans le rouge (+8 %), mai neutralisait la hausse et juin confirme un recul des défauts (-2%). Le bilan reste encore lourd pour les PME d'au moins 100 salariés et les TPE de 6 à 19 salariés. Le nombre d'emplois menacés recule à 65 000 à la faveur d'une meilleure résistance des PME de moins de 100 salariés. Sur 12 mois glissants, on reste sur le très haut 'plateau' au-delà de 68 000 défauts. Pour autant, la trajectoire des trois derniers mois entretient l'espoir d'un second semestre moins difficile.

Thierry Millon, directeur des études Altaires : « Sans surprise, dans une économie poussive, le plateau durable que nous envisagions en début d'année s'est installé sur ce premier semestre au-delà de 68 000 défauts. Un niveau au plus haut donc, mais stable. La dégradation est notamment stoppée pour les plus petites entreprises qui constituent l'essentiel des défauts. Les grandes PME-ETI sont beaucoup moins nombreuses, moins d'une soixantaine, mais quasiment chaque jour l'une d'elles entre en procédure collective transférant le risque sur les partenaires commerciaux et prêteurs. A ce risque business s'ajoute une menace sur l'emploi ; en effet, ces seuls grands employeurs concentrent 18 000 des 65 000 emplois comptabilisés ce deuxième trimestre. Les tensions semblent donc devoir durer encore et pourtant des signes de détente apparaissent. Pour ces grands comptes comme pour les TPME, le nombre de défaillances enregistrées en juin est en baisse. De plus, le bâtiment retrouve des couleurs, le commerce de détail confirme l'élan de début d'année, l'industrie et les services tentent de résister. Toutefois, le mauvais chiffre de la restauration ou l'hésitation des services aux consommateurs nous rappelle que la conjoncture fragile et les perspectives incertaines mine la confiance des ménages et nous invite encore à la prudence. »

Le nombre de défauts reste au plus haut, mais la tendance s'améliore au fil des mois

16 586 entreprises sont tombées en défaillance lors des trois derniers mois, un nombre en légère hausse (+1,3 %) par rapport à la même période de 2024. La France atteint toujours un nombre de procédures record mais reste quasi stable, loin des +23 % qu'accusait le pays il y a un an. La tendance est d'autant plus remarquable si l'on suit le détail au fil des mois. Après un mois d'avril encore franchement dans le rouge, mai a stoppé la hausse avant que juin ne confirme le reflux des défauts.

Désormais, 1 procédure sur 3 se conclut sur un redressement judiciaire

Avec 349 jugements enregistrés ce trimestre, **le nombre de procédures de sauvegarde est en très net recul de 16,1 %**. Cet outil d'anticipation retombe à seulement 2% de l'ensemble des procédures. Les **redressements judiciaires (RJ) touchent un plus haut niveau avec 5 177 jugements prononcés**, soit une augmentation de 7,5 %. Les redressements représentent désormais plus de 30 % des procédures ouvertes.

Notons que la procédure de **traitement de sortie de crise**, créée pour faire face aux difficultés post-pandémie de Covid-19 (disponible jusqu'en novembre prochain) a été utilisée à seulement 23 reprises.

Le nombre de **liquidations judiciaires (LJ) se stabilise (-0,7 %) légèrement au-dessus de 11 000 jugements** et concerne les deux tiers des procédures ouvertes.

La situation s'améliore pour les PME de 20 à 99 salariés mais les plus grandes PME sont en difficulté

Deux catégories d'entreprises parviennent à stabiliser les ouvertures de procédures :

- Celles employant jusqu'à **5 salariés** dont près de **14 300 entreprises** ont fait défaut ce deuxième trimestre. Un **nombre stable** par rapport à la même période 2024.

Ces structures concentrent 86% de l'ensemble des procédures.

- Les **PME de 20 à 99 salariés** parviennent elles-aussi à stopper la hausse des défauts. Près de 460 procédures ont été ouvertes, c'est 1 % de moins sur un an.

Des points de tensions sont à relever, en particulier pour les grandes PME :

- Les entreprises de **6 à 19 salariés** sont dans une situation encore délicate. **1 773 ont défailli soit 10 % de plus** qu'un an plus tôt.

- La dégradation est plus forte encore (**+29 %**) sur les structures **d'au moins 100 salariés**. 58 d'entre-elles sont tombées en défaillance, soit quasiment **une chaque jour ouvré**. La tendance est donc lourde. Les deux tiers de ces défauts concernent des PME de moins de 200 salariés. Dans cette catégorie, important de noter qu'une procédure sur trois provient du secteur des services aux entreprises, avec le redressement prononcé pour un groupe de nettoyage de bâtiment.

En dépit des tensions relevées sur les plus gros employeurs, la résistance des PME de moins de 100 salariés permet de contenir le nombre d'emplois menacés à 65 000 contre 69 500 un an plus tôt.

Les plus jeunes entreprises comme les plus anciennes sont à la peine

Les **jeunes entreprises** de moins de 3 ans sont à la peine. Près de **2 000 ont défailli** ce trimestre, soit **8 % de plus qu'au printemps 2024**. Ces structures disposent généralement d'une capacité financière très faible. Ce qui conduit les tribunaux à opter pour l'ouverture d'une liquidation judiciaire dans plus des trois quarts des cas. Les deux tiers de ces jeunes entreprises défaillantes se concentrent dans la construction, le commerce ou la restauration.

Les structures les plus anciennes sont à peine mieux loties. Près de **5 400 entreprises installées depuis plus de dix ans** sont entrées en défaillance, un nombre en **augmentation de plus de 6 %**. 9 200 entreprises âgées de **trois à dix ans** ont fait défaut contre plus de 9 400 il y a un an, soit un **recul de 3 %**.

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre

(Données arrêtées au 1^{er} juillet de chaque année)

	2021 T2	2022 T2	2023 T2	2024 T2	2025 T2	EVOLUTION T2 2025/2024	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	165	289	431	416	349	-16,1%	330
Redressements Judiciaires	1 495	2 325	3 465	4 817	5 177	7,5%	3 456
Liquidations judiciaires directes	4 927	7 212	9 370	11 138	11 060	-0,7%	8 741
Total défaillances	6587	9826	13266	16371	16586	1,3%	12 527
Total Emplois menacés	19 530	30 560	55 700	69 500	65 000	-6,5%	48 058
Emplois menacés par entreprise	3,0	3,1	4,2	4,2	3,9	-7,7%	3,8

Analyse des défaillances d'entreprises au 2^e trimestre 2025 dans les régions

La sinistralité décélère voire recule dans de nombreuses régions mais l'axe qui s'étend de l'Occitanie aux Pays de la Loire reste dans le rouge

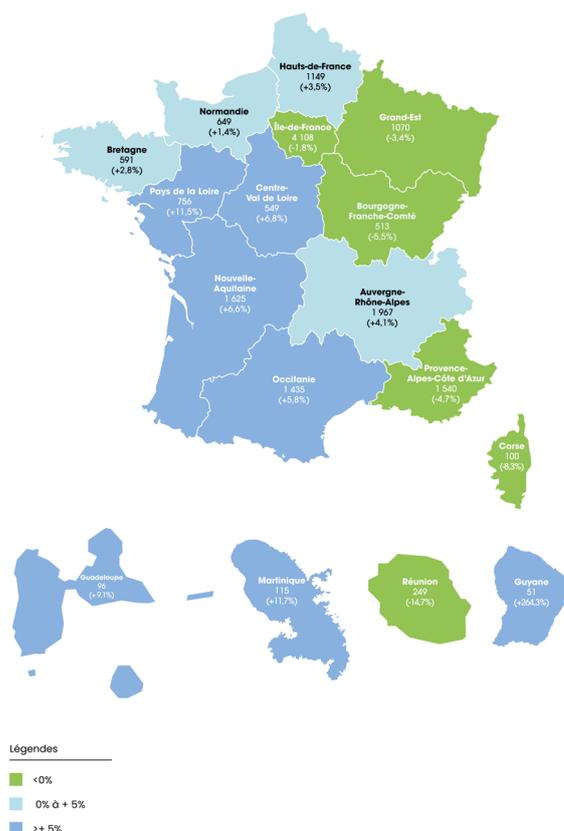
Les **Pays de la Loire** accusent l'évolution métropolitaine la plus sévère. 756 procédures ont été ouvertes, un nombre encore en forte hausse (+12 %). La **Loire-Atlantique**, qui concentre 45 % des défauts de la région, pèse fortement sur la tendance ; dans le département les défaillances s'envolent de 36 %. L'immobilier n'emboîte pas encore le pas de l'amélioration nationale et reste dans le rouge, tout comme le bâtiment. La restauration reste également fortement sinistrée.

La région voisine de **Centre-Val de Loire** est également à la peine (+7 % ; 549). Seul l'**Indre-et-Loire** connaît un recul des défauts. La restauration signe une amélioration notable dans une conjoncture difficile du secteur. La construction est ici aussi sous tension.

La **Nouvelle-Aquitaine** ne parvient pas davantage à inverser la trajectoire (+7 % ; 1 625). Si la **Gironde** stabilise sa sinistralité entrepreneuriale, six départements, dont la **Charente-Maritime**, dérapent de plus de 20%. Trois départements seulement passent au vert parmi eux, les **Pyrénées-Atlantiques**. La culture de la vigne reste fragilisée. Contrairement à la situation nationale, le commerce de détail reste en difficulté.

L'**Occitanie** est la quatrième région mal orientée (+6 % ; 1 435). La moitié des départements sont dans le vert. C'est loin d'être le cas des **Hautes-Pyrénées** et de l'**Hérault** qui affichent encore de très lourdes évolutions. Le bâtiment résiste contrairement à l'immobilier encore en forte dégradation.

Carte d'évolution des défaillances par région au 2nd trimestre 2025



Quatre régions contiennent la hausse du nombre de défauts sous les +5 %

C'est le cas d'**Auvergne-Rhône-Alpes** (+4 % ; 1 967) qui enregistre de gros écarts de tendances entre les départements. La moitié d'entre eux s'inscrivent dans une franche amélioration au-delà de 10 % voire 20 % alors que d'autres enregistrent de très sévères évolutions supérieures à 20 % voire 40 %. Parmi eux, le **Rhône** ou la **Drôme**. Le bâtiment est bien orienté dans le second oeuvre mais reste en difficulté dans le gros oeuvre.

Les **Hauts-de-France** (+4 % ; 1 149) sont davantage en tension à l'est qu'à l'ouest de la région. **L'Oise** et plus encore la **Somme**, ne parviennent pas contrairement aux départements voisins à contenir voire faire reculer les défaillances. A l'inverse de la tendance nationale, le commerce et la réparation automobile sont favorablement orientés, tandis que le bâtiment résiste.

La **Bretagne** (+3 % ; 591) est fragilisée par les **Côtes-d'Armo** fortement dans le rouge, au-delà de +20 %.

Dans les trois autres départements, le nombre de défaillances est stable voire en retrait. Le bâtiment est bien orienté, en particulier dans le gros oeuvre. La situation reste en revanche difficile dans la restauration.

En **Normandie** (+1 % ; 649), la trajectoire est bonne pour le **Calvados**. Les autres départements sont stables (Orne) ou en dégradation. L'évolution est très sévère pour la **Manche**. Le bâtiment est à la peine dans le second oeuvre mais reprend des couleurs dans le gros oeuvre. Le commerce de détail résiste difficilement et la restauration plus encore.

Dans les autres régions le nombre de défauts recule

La **Corse** affiche une nette baisse (-8 % ; 100) tirée par les bons chiffres du bâtiment et de la restauration. Si l'amélioration est forte au sud, le nord connaît à l'inverse une sensible dégradation.

La **Bourgogne-Franche-Comté** (-6 % ; 513) est favorablement orientée ou stable dans la plupart des départements. Une tendance portée par de nombreuses activités à l'exception notable du transport routier de marchandises.

La plupart des départements du **Grand-Est** (-3 % ; 1 070) passent au vert ou contiennent la hausse. Néanmoins, la **Moselle** et **l'Aube** n'emboîtent pas encore le pas de leurs voisins. Les performances sont très variables d'une activité à l'autre. Ainsi, l'évolution est bonne dans le gros oeuvre du bâtiment mais pas dans le second oeuvre. Tout comme dans le commerce où les activités de détail sont à la peine mais pas celles de gros, ou encore dans l'industrie qui résiste dans l'agroalimentaire mais plus difficilement en manufacture.

L'Île-de-France bascule également dans le vert (-2 % ; 4 108) en dépit d'une tendance qui reste légèrement défavorable dans le **Val-de-Marne** et à **Paris** (+5 %) et sévère dans **l'Essonne** (+24 %). Les ouvertures de procédures reculent dans la plupart des branches du bâtiment aux services en passant par le commerce et l'industrie. La situation est cependant compliquée pour le transport ou la restauration.

L'Outre-mer est globalement en souffrance

C'est le cas dans les Antilles avec de lourdes évolutions en **Martinique** (+12% ; 115) et en **Guadeloupe** (+9 % ; 96). Les difficultés prédominent dans la restauration pour la Martinique et dans les services aux entreprises en Guadeloupe.

La **Guyane** affiche une évolution exceptionnelle (+264 %) mais pour une volumétrie relativement faible (51). La moitié des défauts se concentrent dans le bâtiment et le commerce.

La **Réunion** se distingue très favorablement avec une baisse de 15 % du nombre de défaillances (249) après un deuxième trimestre 2024 qui avait été très difficile (+34 %). Les activités sont bien orientées, à l'exception du commerce de détail en particulier dans l'alimentaire.

Le nombre de défauts baisse dans de nombreuses activités, en particulier dans la construction

Le deuxième trimestre confirme l'amélioration amorcée par plusieurs secteurs lors du premier trimestre. Le bâtiment offre une remarquable résistance, notamment dans le gros oeuvre, et l'immobilier accélère son redressement. La très bonne tenue de la construction, concentrant le quart des défaillances, renforce la tendance globale.

Les secteurs dans le vert



CONSTRUCTION

La **construction** compte encore près de 4 200 ouvertures de procédures collectives (4 183) mais la trajectoire s'inverse et le secteur affiche une **baisse sensible de plus de 5 %**. Le gros-oeuvre (1 203 procédures) enregistre une nette baisse des ouvertures (-7 %) dans la construction de maisons individuelles comme en maçonnerie. Le **second-oeuvre** (2 033) connaît un reflux moindre (-3 %) tiré par de fortes améliorations dans la menuiserie, charpente ou couverture tandis que l'évolution est sévère en installation électrique, étanchéification ou isolation.

Les travaux publics (181) retrouvent des couleurs (-14 %) après un premier trimestre plus compliqué.

Les agences immobilières (206) souffraient encore fortement il y a un an avec un nombre de procédures qui s'envolait de 58 %. Le premier trimestre 2025 était tout autre avec un recul de 17%. Ce printemps consolide cette dynamique avec une baisse de 29 %.



COMMERCE

Deuxième secteur qui concentre plus de 20 % des défauts en France, le **commerce** reproduit la tendance observée en début d'année ; le nombre de jugements **recule encore de 2 %** à 3 401 ouvertures. Les **activités de détail** (1 975) font mieux avec **un recul de 5 %**. Après des mois difficiles, en particulier dans le meuble, la situation se redresse pour le bricolage et l'équipement du foyer (-11 %). La forte amélioration observée dans les soins de la personne tient en réalité au périmètre de comparaison qui intègrait il y a un an la défaillance d'un important groupe de centres auditifs.

Le commerce de détail présente, toutefois, des points de tension pour les magasins de sport (+22 %) ou la vente hors magasin (+10 %) principalement de petits acteurs de vente en ligne. Le **commerce de gros** (709) est globalement parfaitement stable mais avec de fortes disparités selon les activités.

Dans les activités liées à l'**automobile** (+5 %), la situation reste délicate dans le commerce de voitures (+12 %) mais satisfaisante en réparation (-4 %).

Les activités qui peinent à résister



INDUSTRIE

L'industrie est à peine dans le vert (-1 %) avec un peu plus d'un millier de défauts (1 011). Cette orientation favorable est portée par l'agroalimentaire (-8 % ; 371) et plus particulièrement par les produits de boulangerie (-13 %). L'industrie manufacturière est, en revanche, défavorablement orientée (+4 % ; 640) en dépit de reculs très sensibles dans la fabrication de matériaux de construction, l'imprimerie ou la métallurgie et mécanique. Les manufacturiers du textile-habillement, de l'environnement (traitement des déchets) ou de la réparation-maintenance enregistrent de fortes hausses des ouvertures de procédure.



SERVICES AUX ENTREPRISES

Les services aux entreprises contiennent l'augmentation du nombre de défauts à 3 % (2 249) à la faveur de bonnes tendances dans l'ingénierie ou la sécurité. L'évolution est en revanche sévère dans le conseil en communication et gestion et le nettoyage de bâtiments.



SERVICES AUX CONSOMMATEURS

Dans les services à destination du consommateur, la sinistralité se stabilise (701 procédures). La situation se détend enfin pour les coiffeurs et soins de beauté (-1 %).

Les activités plus franchement dans le rouge



TRANSPORTS

Les **transports** (809) accusent une dégradation plus lourde nette (+13 %). Si le transport de fret (-3 %) passe au vert, dans l'interurbain comme l'urbain, ce n'est pas le cas du voyage (+49 %) sanctionné par l'activité de taxis (+57 %). Les autres activités de transport (+28 %) sont affectées par la distribution de colis ou les livraisons à domicile.



ACTIVITÉS D'ASSURANCE ET FINANCIÈRES

Les activités d'assurance et financières (+15 % ; 194) sont délicates pour les gestionnaires de fonds ainsi que les agents et courtiers d'assurances.



SERVICES INFORMATIQUES & ÉDITION DE LOGICIELS

Si les services informatiques & édition de logiciels tentent de résister (+3 % ; 389), c'est plus difficile pour les autres activités d'information & communication (+20 % ; 183) notamment dans la production de films cinématographiques ou les studios d'enregistrement ou d'édition musicale.



AGRICULTURE

L'agriculture est également sous tension (+10 % ; 367) notamment dans les cultures plus particulièrement de céréales et de la vigne. L'élevage résiste mieux à l'exception de la volaille.

Très difficile trimestre pour les restaurateurs à table et le secteur sanitaire et social



RESTAURATION

Le CHR est mal orienté (+6 % ; 2 182) en dépit d'une belle tendance dans l'hébergement (-20 %), une stabilité pour les cafés et une baisse en restauration rapide (-3 %). Les difficultés se concentrent en **restauration traditionnelle qui accuse une lourde augmentation (+21 %)**.



SANTÉ

Parmi les autres activités, les chiffres s'envolent dans le social et la santé (+31 % ; 295). Pratique dentaire, ambulances, infirmiers et professionnels de la rééducation ou encore les crèches signent des évolutions encore plus lourdes. Les activités récréatives ne sont pas non plus épargnées (+28 % ; 260) notamment pour le spectacle vivant et les festivals.

De meilleurs signaux mais une trajectoire encore compliquée

Thierry Millon conclut :

« A mi-année, ce sont donc un peu plus de 35 000 entreprises qui ont poussé la porte des tribunaux. Ce nombre reste très élevé mais ne nous place toujours pas sur une trajectoire à 70 000 défauts. A la faveur d'un été traditionnellement moins lourd du fait des vacances judiciaires d'août, le second semestre nous projetterait sur un atterrissage annuel voisin de 67 000 défauts. Le risque commercial, et donc d'incidents de paiement, ne s'estompe donc pas comme l'illustre le niveau élevé des retards de règlement fournisseurs qui, là aussi se fixent sur un plateau à 14 jours en moyenne depuis le début de l'année.. »

SOMMAIRE

Les ouvertures de sauvegardes, redressements judiciaires & liquidations judiciaires en France au 2^e trimestre 2025

1. Statistiques détaillées des défaillances 2^e trimestre 2025

- Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 2^e trimestre sur 5 ans
- **Histogramme** des défaillances sur 5 ans
- Statistiques des défaillances **par tranche d'effectif par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par tranche d'âge par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par activité par nature de procédure**
- Évolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans
- Les défaillances d'entreprises **de plus de 30 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 250 salariés** au cours du 2^e trimestre 2025
- Statistiques des défaillances **par région par nature de procédure**
- Carte d'évolution des défaillances d'entreprises en région au 2^e trimestre 2025

2. Annexes

- Méthodologie
- Secteurs d'activité analysés

PARTIE 1

Statistiques détaillées des défaillances

2^e trimestre 2025

Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 2^e trimestre sur 5 ans (Les données sont arrêtées au 1^{er} juillet de chaque année)

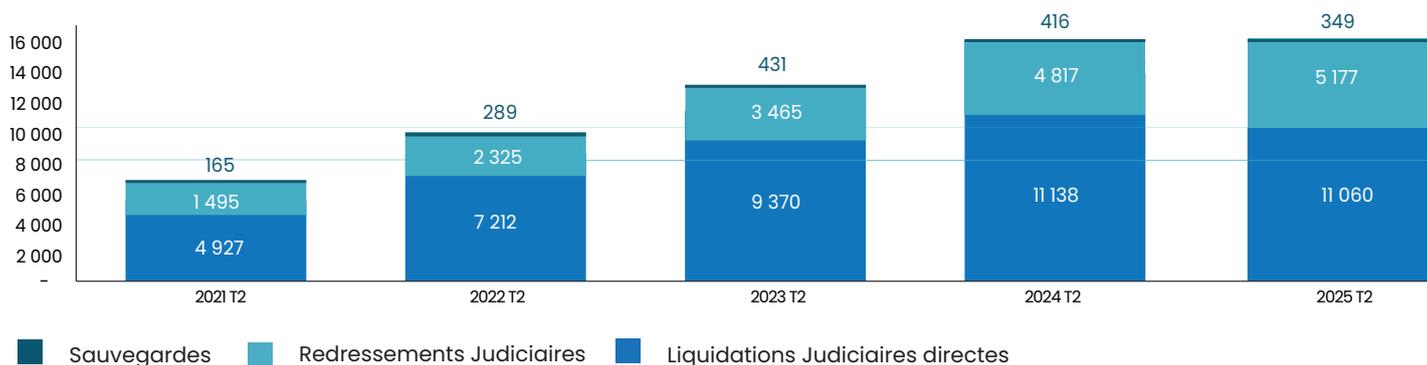
Nombre d'ouvertures	2021 T2	2022 T2	2023 T2	2024 T2	2025 T2	EVOLUTION T2 2025/2024	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	165	289	431	416	349	-16,1%	330
Redressements Judiciaires	1 495	2 325	3 465	4 817	5 177	7,5%	3 456
Liquidations Judiciaires directes	4 927	7 212	9 370	11 138	11 060	-0,7%	8 741
Total défaillances	6587	9826	13266	16371	16586	1,3%	12 527

Taux par nature de procédure	2021 T2	2022 T2	2023 T2	2024 T2	2025 T2	EVOLUTION T2 2025/2024	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	2,5%	2,9%	3,2%	2,5%	2,1%	-0,4%	2,6%
Redressements Judiciaires	22,7%	23,7%	26,1%	29,4%	31,2%	1,8%	27,6%
Liquidations Judiciaires directes	74,8%	73,4%	70,6%	68,0%	66,7%	-1,4%	69,8%
Taux procédure	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%		100,0%

Nombre d'emplois concernés	2021 T2	2022 T2	2023 T2	2024 T2	2025 T2	EVOLUTION T2 2025/2024	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	2 300	2 100	5 300	4 200	9 800	133,3%	4 740
Redressements Judiciaires	6 700	12 880	29 000	40 300	31 300	-22,3%	24 036
Liquidations Judiciaires directes	10 530	15 580	21 400	25 000	23 900	-4,4%	19 282
Total emplois menacés	19 530	30 560	55 700	69 500	65 000	-6,5%	48 058

Nombre d'emplois menacés par entreprise	2021 T2	2022 T2	2023 T2	2024 T2	2025 T2	EVOLUTION T2 2025/2024	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	13,9	7,3	12,3	10,1	28,1	178,1%	14,4
Redressements Judiciaires	4,5	5,5	8,4	8,4	6,0	-27,7%	7,0
Liquidations Judiciaires directes	2,1	2,2	2,3	2,2	2,2	-3,7%	2,2
Emplois menacés par entreprise	3,0	3,1	4,2	4,2	3,9	-7,7%	3,8

Histogramme des défaillances d'entreprises sur 5 ans



Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure

Tranche de salariés	2024 T2				2025 T2				Évolution 2025 T2/2024 T2	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 salariés	232	3 137	8 681	12 050	185	3 307	8 681	12 173	1,0%	71,3%
3 à 5	62	723	1 407	2 192	46	745	1 332	2 123	-3,1%	62,7%
6 à 9	32	316	509	857	39	395	517	951	11,0%	54,4%
10 à 19	50	316	396	762	39	400	383	822	7,9%	46,6%
20 à 49	30	242	113	385	24	233	126	383	-0,5%	32,9%
50 à 99	7	50	23	80	7	56	13	76	-5,0%	17,1%
100 et plus	3	33	9	45	9	41	8	58	28,9%	13,8%
Total défaillances	416	4 817	11 138	16 371	349	5 177	11 060	16 586	1,3%	66,7%

Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure

Tranche d'âge	2024 T2				2025 T2				Évolution 2025 T2/2024 T2	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
moins de 3 ans	30	408	1 401	1 839	20	431	1 543	1 994	8,4%	77,4%
3 à 5 ans	89	1 382	3 411	4 882	64	1 326	3 284	4 674	-4,3%	70,3%
6 à 10 ans	125	1 332	3 126	4 583	85	1 457	2 982	4 524	-1,3%	65,9%
11 à 15 ans	58	630	1 316	2 004	63	732	1 320	2 115	5,5%	62,4%
16 et plus	114	1 065	1 884	3 063	117	1 231	1 931	3 279	7,1%	58,9%
Total défaillances	416	4 817	11 138	16 371	349	5 177	11 060	16 586	1,3%	66,7%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure

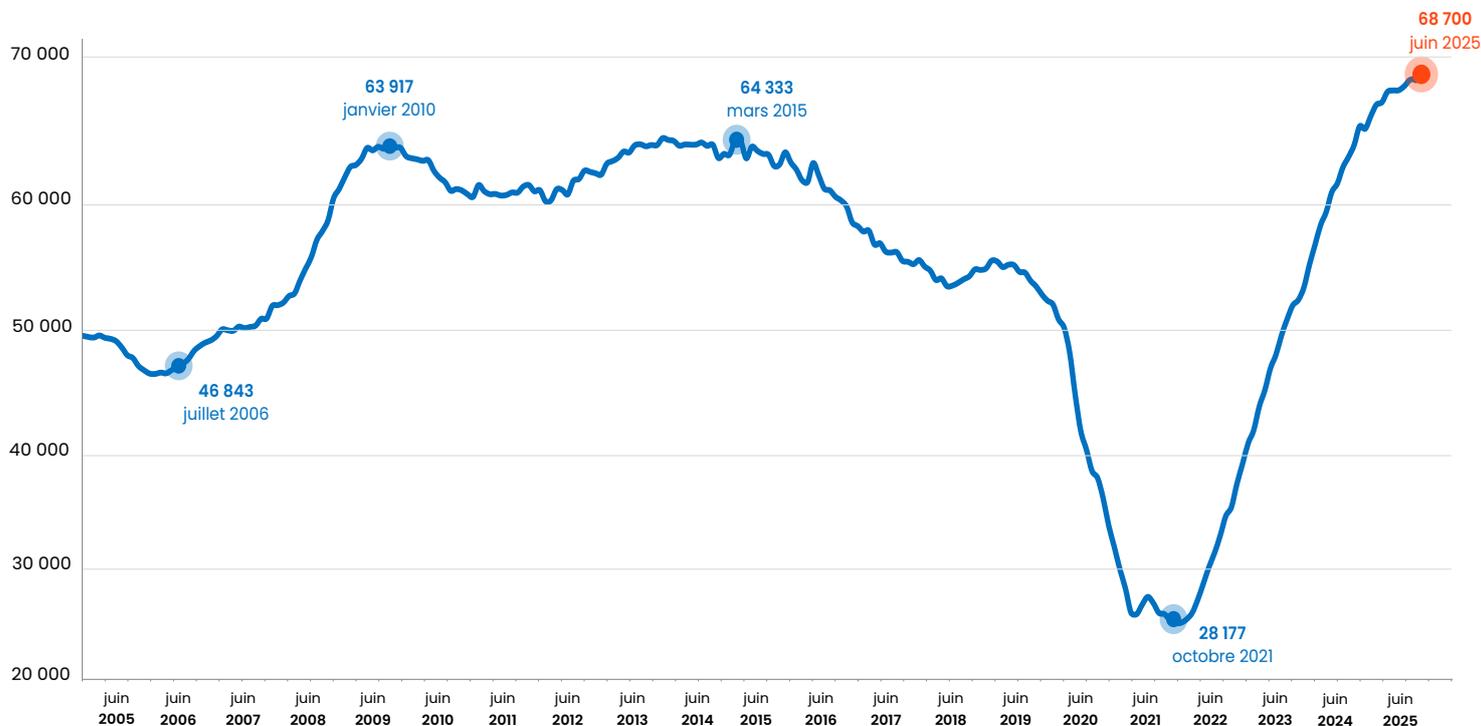
Activité	2024 T2				2025 T2				Évolution 2025 T2 /2024 T2	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Agriculture	16	154	163	333	21	177	169	367	10,2%	46,0%
Chasse, pêche, forêt	1	17	32	50		26	28	54	8,0%	51,9%
Culture	13	89	72	174	15	97	93	205	17,8%	45,4%
Elevage	2	48	59	109	6	54	48	108	-0,9%	44,4%
Construction	82	1323	3023	4428	57	1329	2797	4183	-5,5%	66,9%
Bâtiment										
Gros œuvre	11	407	878	1296	4	387	812	1203	-7,2%	67,5%
Second œuvre	14	581	1507	2102	13	586	1434	2033	-3,3%	70,5%
Travaux Publics	1	85	124	210	5	62	114	181	-13,8%	63,0%
Immobilier										
Promotion immobilière	23	27	104	154	5	47	95	147	-4,5%	64,6%
Agences immobilières	8	83	199	290	2	56	148	206	-29,0%	71,8%
Autres activités immobilières	25	140	211	376	28	191	194	413	9,8%	47,0%
Commerce	87	921	2461	3469	54	899	2448	3401	-2,0%	72,0%
Commerce & réparation véhicules										
Commerce & réparation véhicules	6	174	506	686	8	184	525	717	4,5%	73,2%
Commerce de détail										
Magasins multi-rayons	5	63	197	265	3	70	185	258	-2,6%	71,7%
Détail alimentaire	9	84	223	316	1	67	219	287	-9,2%	76,3%
Bricolage & équipement du foyer	10	71	206	287	5	79	171	255	-11,1%	67,1%
Sport & loisirs	4	26	69	99	4	25	92	121	22,2%	76,0%
Commerce d'habillement	8	65	226	299	5	90	187	282	-5,7%	66,3%
Soin de la personne & optique	8	102	73	183	10	29	94	133	-27,3%	70,7%
Vente hors magasin	7	81	229	317	2	83	265	350	10,4%	75,7%
Carburants & combustibles		9	12	21		3	4	7	-66,7%	57,1%
Autres commerces de détail	5	60	222	287	3	68	211	282	-1,7%	74,8%
Commerce interentreprises										
Intermédiaires du commerce	3	22	69	94	2	27	79	108	14,9%	73,1%
Alimentaire	6	34	76	116	1	35	90	126	8,6%	71,4%
Textile, habillement	1	12	41	54	2	14	31	47	-13,0%	66,0%
Biens domestiques	7	24	78	109	3	27	69	99	-9,2%	69,7%
Équipements informatiques & électroniques	1	9	31	41	1	7	20	28	-31,7%	71,4%
Machines & équipements	3	35	48	86	3	29	47	79	-8,1%	59,5%
Matériaux de construction, sanitaire...	2	19	59	80	1	33	63	97	21,3%	64,9%
Autres commerces interentreprises	2	31	96	129		29	96	125	-3,1%	76,8%
Industrie	36	343	641	1020	30	370	611	1011	-0,9%	60,4%
Industrie agroalimentaire										
Industrie alimentaire	11	133	260	404	9	137	225	371	-8,2%	60,6%
<i>Dont Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes</i>	2	107	201	310	3	98	168	269	-13,2%	62,5%
Industrie manufacturière										
Textile, habillement, cuir	4	14	43	61	2	21	46	69	13,1%	66,7%
Bois, matériaux de construction	4	25	25	54	1	16	23	40	-25,9%	57,5%
Imprimerie	3	20	36	59	1	21	23	45	-23,7%	51,1%
Métallurgie, mécanique	8	36	71	115	4	41	57	102	-11,3%	55,9%
Energie, Eau, Environnement		18	37	55	1	24	41	66	20,0%	97,0%
Réparation, maintenance	1	34	51	86	1	38	64	103	19,8%	128,2%
Autres industries manufacturières	5	63	118	186	11	72	132	215	15,6%	61,4%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure (suite)

Activité	2024 T2				2025 T2				Évolution 2023 T2 / 2022 T2	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Information & communication	23	131	375	529	24	142	406	572	8,1%	71,0%
Services informatiques & édition de logiciels	18	92	266	376	15	99	275	389	3,5%	70,7%
Autres activités information & communication	5	39	109	153	9	43	131	183	19,6%	71,6%
Transport & logistique	9	196	511	716	7	222	580	809	13,0%	71,7%
Transport routier de marchandises	6	133	323	462	4	127	317	448	-3,0%	70,8%
Autres activités de transport	3	24	54	81		33	71	104	28,4%	68,3%
Transport routier de voyageurs		39	134	173	3	62	192	257	48,6%	74,7%
Activités d'assurance et financières	11	48	110	169	13	62	119	194	14,8%	61,3%
Activités financières	11	39	90	140	13	51	93	157	12,1%	59,2%
Activités d'assurance		9	20	29		11	26	37	27,6%	70,3%
Services aux entreprises	84	650	1458	2192	86	715	1448	2249	2,6%	64,4%
Activités scientifiques et techniques										
Autres services spécialisés	10	101	234	345	13	98	247	358	3,8%	69,0%
Conseil en communication et gestion	13	80	247	340	8	101	294	403	18,5%	73,0%
Services d'architecture et d'ingénierie	4	96	200	300	9	82	186	277	-7,7%	67,1%
Services administratifs aux entreprises										
Activités de holding ou des sièges sociaux	45	132	158	335	42	126	167	335	0,0%	49,9%
Autres services administratifs aux entreprises	11	131	341	483	12	157	289	458	-5,2%	63,1%
Sécurité	1	37	98	136		42	79	121	-11,0%	65,3%
Nettoyage de bâtiments		73	180	253	2	109	186	297	17,4%	62,6%
Services aux particuliers	6	157	537	700	10	168	523	701	0,1%	74,6%
Activités de réparation	1	16	50	67	2	18	45	65	-3,0%	69,2%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	5	114	382	501	8	112	376	496	-1,0%	75,8%
Autres services à la personne		27	105	132		38	102	140	6,1%	72,9%
Hébergement, restauration, débits de boissons	43	654	1362	2059	27	762	1393	2182	6,0%	63,8%
Hébergement	6	43	68	117	4	41	49	94	-19,7%	52,1%
Restauration	33	519	1094	1646	21	615	1156	1792	8,9%	64,5%
<i>Dont Restauration traditionnelle</i>	<i>11</i>	<i>274</i>	<i>492</i>	<i>777</i>	<i>17</i>	<i>347</i>	<i>573</i>	<i>937</i>	<i>20,6%</i>	<i>61,2%</i>
<i>Dont Restauration rapide</i>	<i>21</i>	<i>231</i>	<i>572</i>	<i>824</i>	<i>4</i>	<i>240</i>	<i>552</i>	<i>796</i>	<i>-3,4%</i>	<i>69,3%</i>
Débits de boissons	4	92	200	296	2	106	188	296	0,0%	63,5%
Autres activités	19	240	497	756	20	331	566	917	21,3%	61,7%
Santé humaine & action sociale	10	83	133	226	6	136	153	295	30,5%	51,9%
Activités récréatives	3	61	139	203	3	86	171	260	28,1%	65,8%
Enseignement	4	79	175	258	6	85	186	277	7,4%	67,1%
Autres activités	2	17	50	69	5	24	56	85	23,2%	65,9%
Total défaillances	416	4 817	11 138	16 371	349	5 177	11 060	16 586	1,3%	66,7%

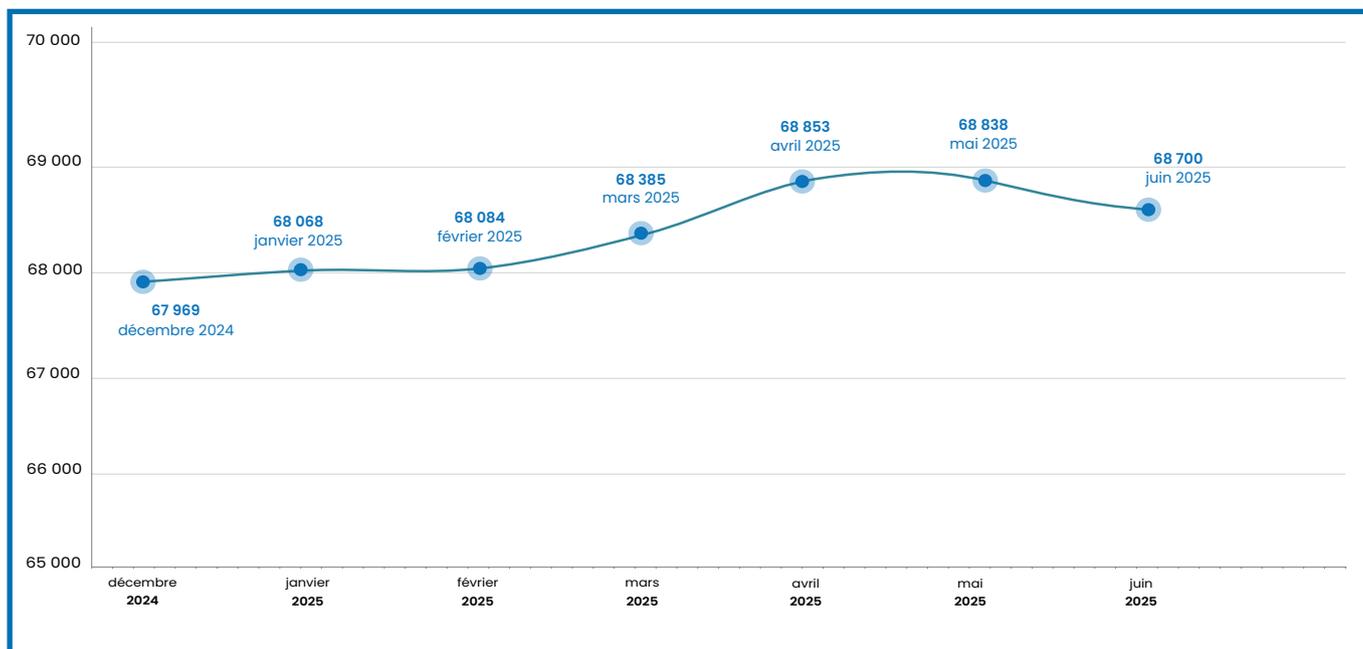
Évolution du nombre de défaillances d'entreprises en France sur 20 ans

(Données 12 mois glissants - juin 2005 à juin 2025)



Zoom sur l'évolution des défaillances d'entreprises en France depuis décembre 2024

(Données 12 mois glissants)



Statistiques des défaillances par région par nature de procédure

Régions	2024 T2				2025 T2				Évolution 2025 T2 / 2024 T2	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
AUVERGNE RHONE-ALPES	44	530	1 316	1 890	54	571	1 342	1 967	4,1%	68,2%
BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	14	198	331	543	9	177	327	513	-5,5%	63,7%
BRETAGNE	11	162	402	575	17	214	360	591	2,8%	60,9%
CENTRE-VAL DE LOIRE	9	184	321	514	11	218	320	549	6,8%	58,3%
CORSE	2	50	57	109	2	57	41	100	-8,3%	41,0%
GRAND EST	21	332	755	1 108	19	294	757	1 070	-3,4%	70,7%
HAUTS-DE-FRANCE	23	342	745	1 110	16	444	689	1 149	3,5%	60,0%
ILE-DE-FRANCE	47	790	3 345	4 182	61	808	3 239	4 108	-1,8%	78,8%
NORMANDIE	25	192	423	640	15	194	440	649	1,4%	67,8%
NOUVELLE-AQUITAINE	90	484	951	1 525	54	547	1 024	1 625	6,6%	63,0%
OCCITANIE	47	417	892	1 356	40	497	898	1 435	5,8%	62,6%
PAYS DE LA LOIRE	24	207	447	678	16	276	464	756	11,5%	61,4%
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	37	722	857	1 616	15	664	861	1 540	-4,7%	55,9%
AUTRES OUTRE-MER, ETRANGER, NON CONNU	22	207	296	525	20	216	298	534	1,7%	55,8%
Total défaillances	416	4 817	11 138	16 371	349	5 177	11 060	16 586	1,3%	66,7%

Les défaillances d'entreprises de plus de 30 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 250 salariés au 2^e trimestre 2025

(données non consolidées, dernier bilan disponible au moment de la défaillance)

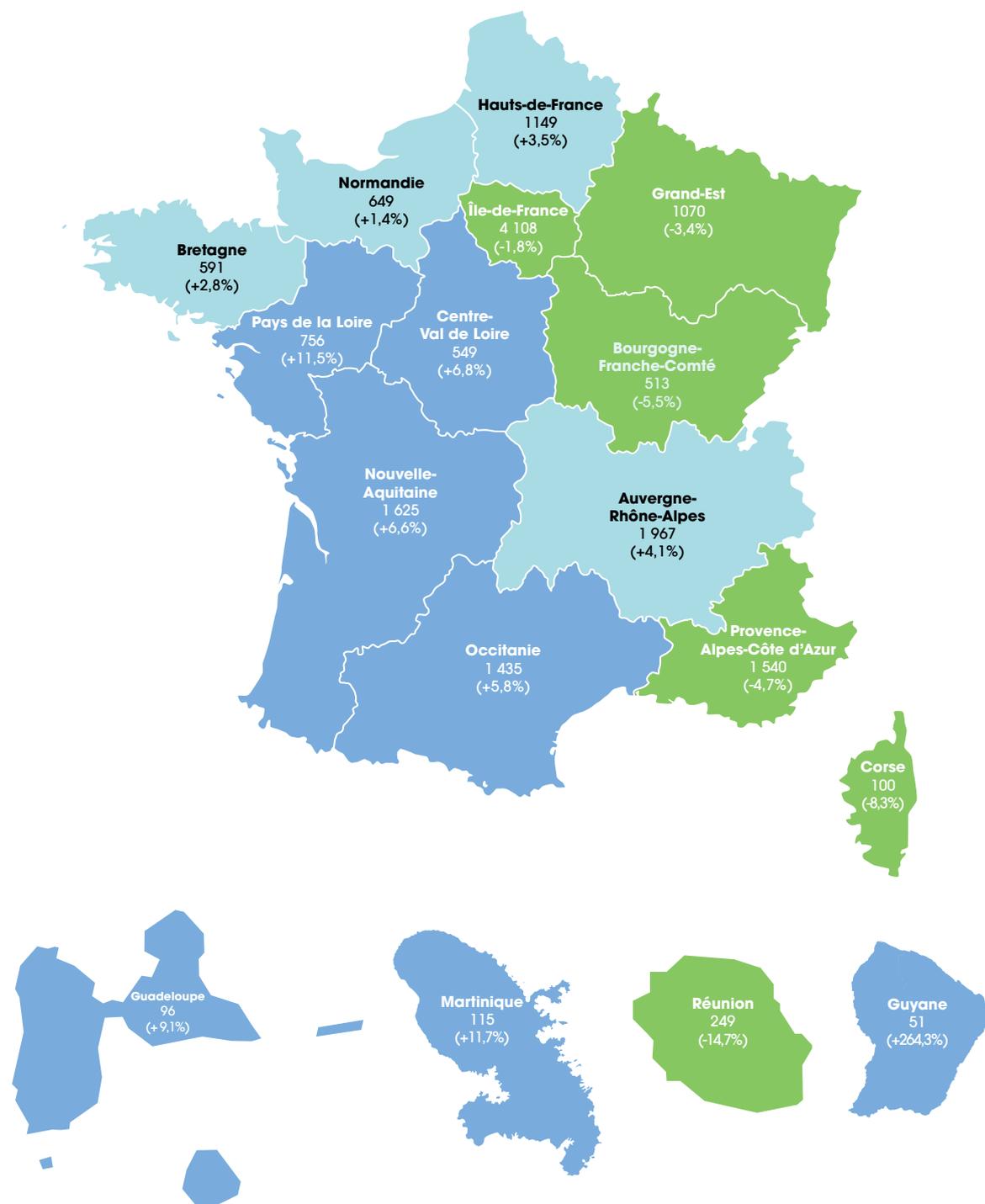
RAISON SOCIALE	ACTIVITE	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE CA	PROCEDURE
SOCIETE FRANCAISE DU RADIOTELEPHONE - S.F.R	Télécommunications sans fil	75	5747	9143,9	2023	Procédure de sauvegarde accélérée
ALTICE FRANCE	Construction de réseaux électriques et de	75	11	932,6	2023	Procédure de sauvegarde accélérée
SFR FIBRE SAS	Télécommunications filaires	77	357	628,9	2023	Procédure de sauvegarde accélérée
COMPLETEL SAS	Télécommunications filaires	75	274	256,3	2023	Procédure de sauvegarde accélérée
CASA FRANCE	Commerce de détail d'autres équipements du foyer	94	701	97,4	2023	Redressement judiciaire
SN DIFFUSION	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	81	60	78,3	2023	Procédure de sauvegarde
TRANSPORTS CHALAVAN ET DUC	Transports routiers de fret interurbains	26	598	67,6	2023	Redressement judiciaire
ALES GROUPE INDUSTRIE	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	95	100	64,8	2019	Liquidation judiciaire
E.B.S. ISOLATION	Travaux d'isolation	81	159	59,8	2022	Liquidation judiciaire
FRANCE SOLAR (BATINOTE)	Travaux d'installation électrique dans tous locaux	67	277	52,6	2023	Redressement judiciaire
DOCKTRADE	Autres intermédiaires du commerce en produits divers	91	132	49,3	2021	Liquidation judiciaire
QARSON	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	77	53	43,6	2023	Redressement judiciaire
BERBIGUIER PREMIUM AUTOMOBILES	Commerce de voitures et de	84	83	40,6	2023	Redressement judiciaire
ALM INTERNATIONAL	Commerce de gros	21	30	37,1	2023	Redressement judiciaire
SENIOR & CIE (UPC PROMOTION BLEU)	Vente à distance sur catalogue général	93	109	36,6	2023	Conversion en redressement judiciaire
ROUTE DESTINATION VOYAGES	Transports routiers de fret interurbains	62	156	35,9	2024	Procédure de sauvegarde
CUISINES DESIGN INDUSTRIES	Fabrication de meubles de cuisine	85	254	35,6	2023	Redressement judiciaire
CAFE COTON	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	75	152	35,3	2024	Résolution du plan de sauvegarde et ouverture d'une liquidation judiciaire
MCTS PARISIENS	Activités de sécurité privée	75	870	33,3	2022	Résolution du plan de sauvegarde et ouverture d'un redressement judiciaire

Les défaillances d'entreprises de plus de 30 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 250 salariés au 2^e trimestre 2025

(données non consolidées, dernier bilan disponible au moment de la défaillance)

RAISON SOCIALE	ACTIVITE	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE CA	PROCEDURE
HYD&AU FLUID	Réparation de machines et équipements mécaniques	33	164	32,4	2024	Procédure de sauvegarde
VERACYTE	Recherche-développement en biotechnologie	13	164	30,2	2023	Redressement judiciaire
ARC EN CIEL ENVIRONNEMENT	Nettoyage courant des bâtiments	77	656	19,4	2023	Redressement judiciaire
ASSOCIATION TALENDI	Fabrication d'autres équipements automobiles	35	556	18,1	2023	Procédure de sauvegarde
ARC EN CIEL IDF OUEST	Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel	77	356	12,1	2023	Redressement judiciaire
ARC EN CIEL SANTE	Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel	77	287	9,8	2023	Redressement judiciaire
ARC EN CIEL TERTIAIRE	Nettoyage courant des bâtiments	77	261	7,6	2023	Redressement judiciaire
ASSOCIATION AIDE A DOMICILE CENTRE 77	Aide à domicile	77	357			Redressement judiciaire

Carte d'évolution des défaillances par région au 2^e trimestre 2025



Légendes

- <0%
- 0% à + 5%
- >+ 5%

ANNEXES

Note méthodologique

Définition de la défaillance

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal de Commerce ou d'un tribunal des affaires économiques ou d'un Tribunal Judiciaire (Ex Tribunal de Grande Instance ou Tribunal d'Instance). Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation) ni les reprises de liquidation judiciaire (après clôture pour insuffisance d'actif). Chaque année, en moyenne, les 2/3 des Redressements Judiciaires ouverts sont convertis en Liquidations Judiciaires.

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois, avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République), soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

Statistiques de défaillances

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altares collecte ainsi près de 4 000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé, permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargées dans la base de

données Altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

Les sources des procédures collectées par Altares

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce de métropole et d'outre-mer. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) est enregistré.

Données en date de jugement

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication.

Nomenclature d'activités

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 3 janvier 2008. (Voir en annexe la distribution des secteurs d'activité et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares de défaillances d'entreprises)

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs Activités	Codes NAF associés
AGRICULTURE	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 et 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
COMMERCE	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
INDUSTRIE	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 et 59 à 61 et 62 à 6312 et 6391 et 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 et 9604
Autres services à la personne	9601B et 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSONS	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débits de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

Cette étude vous a plu ?

Inscrivez-vous à notre newsletter
pour recevoir nos prochaines études

Je m'inscris

L'analyse trimestrielle

A propos d'Altares



Altares

Tour Landscape
6, Place des Degrés
CS 40344
92045 La Défense
CEDEX
contact@altares.com
Tél : 01 41 37 50 00

Directeur des études

Thierry Millon
Thierry.Millon@altares.com
Tel : 04 72 65 15 51

Relations presse

Urielle Dutartre
urielle.dutartre@coriolink.com
06 62 82 71 62

Altares est l'expert de la donnée d'entreprise, créateur de solutions de pilotage et d'indicateurs de la santé économique et extra-financière des entreprises et des organismes publics, au sein de leur écosystème.

Grâce à ses outils et ses informations, Altares aide les responsables des structures privées et publiques, de toute taille et de tout secteur d'activité, à prendre sereinement des décisions éclairées.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations sur les entreprises, Altares s'appuie sur une base de données mondiale de plus de 500 millions d'entités légales (dont 11 millions en France) pour aider les acteurs économiques à se développer durablement, en intégrant, entre autres, les enjeux essentiels de conformité et de RSE.

Altares propose depuis début 2005 deux types d'analyses liées aux échanges économiques :

- **les défaillances d'entreprises en France**, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 2006
- **les retards de paiement en Europe.**

Pour chacun de ces thèmes, Altares publie une synthèse et une analyse des évolutions de tendance.

Part of Dun & Bradstreet's
Worldwide Network

Paris

Tour Landscape
6, Place des Degrés
CS 40344
92045 LA DEFENSE
CEDEX
France
+33 (0)1 41 37 50 00

www.altares.com

Bruxelles

Pontbeekstraat 4
1702 Dilbeek
Belgique
+32 (0)2 481 83 00

www.altares.be

www.altares.lu

Rotterdam

Otto Reuchlinweg 1032
3072 MD Rotterdam
Pays-Bas
+31 (0)10 710 95 60

www.altares.nl

Altares-D&B,

Tour Landscape 6, Place des Degrés CS 40344, 92045 La Défense | Tél. : 01 41 37 50 00 |
SAS au capital de 2.404.714,02 € | RCS Nanterre B 572 014 199 | SIREN 572014199 |
TVA FR 89 572 014 199 NAF 7022Z | D-U-N-S® Number 27-545-4064 | Email : contact@altares.com | www.altares.com